



**UNIR MN
UNION POUR LA REPUBLIQUE MOUVEMENT NATIONAL**



Lumumba

Kasa-Vubu

Tshombe

Mobutu

Kabila

INTERVIEW REALISEE PAR CONGOINDEPENDANT.COM

Article publié le 20 janvier 2008

Questions directes à Frédéric Boyenga

Docteur en droit international public, résidant en France, Frédéric Boyenga Bofala, 48 ans, est un homme qu'on ne présente plus dans les colonnes du journal en ligne Congoindendant.com. Président du parti UNIR MN (Union pour la République – Mouvement national), Boyenga veut réconcilier les Zaïro-Congolais avec leur histoire «sans esprit de revanche». Cette réconciliation passe, selon lui, par la réhabilitation de la mémoire de Patrice Lumumba, Joseph Kasa Vubu, Moïse Tshombe, Mobutu Sese Seko et Laurent-Désiré Kabila. Joignant la parole aux actes, UNIR-MN a adopté en guise de logo les trois emblèmes nationaux que le pays a eu depuis son accession à l'indépendance. «Frédéric», parle de la sortie officielle de son parti à Kinshasa et commente les derniers développements de l'actualité congolaise.

Votre parti politique a organisé le 4 janvier sa sortie officielle à Kinshasa et à Matadi. Désormais donc, votre organisation va mener ses activités le plus officiellement à travers le pays

Avant toute chose, je tiens à dire que l'UNIR est une association politique reconnue par arrêté ministériel depuis l'année 2005. Elle a donc une existence légale. Sauf que nous nous sommes tenus à l'écart du petit jeu politicien observable au sein du microcosme kinois. Nous nous sommes déployés dans la capitale pour la simple raison que nous estimons que «l'heure de l'action a sonné». En parcourant le message que j'ai fait lire à l'intention de nos membres, vous noterez que je dis qu'il est temps d'arrêter de discourir. La parole ne suffit pas. Il y a aussi des actions concrètes qu'il faut mener. Le constat est là : notre pays est occupé. Il fait face à des difficultés majeures. Fort heureusement, il n'y a pas de fatalité. Il existe bien des moyens pour changer cette situation.

Quels types d'«actions concrètes» comptez-vous mener ?

Lors d'un précédent entretien avec votre journal, je vous avais dit : «Je ne fais pas partie de l'opposition. J'appartiens à la résistance». Ce n'est nullement un slogan. Je me considère comme un résistant aux projets malveillants de ceux qui ont engagé le pari de détruire le Congo. Par action, il faut entendre «tous les moyens» pour rétablir le Congo-Kinshasa dans son honneur et sa fierté. Ce qui m'intéresse c'est l'unité du Congo et l'intégrité de son territoire national. Je n'exclus aucun moyen pour atteindre ces objectifs...

Pourtant, le message que vous avez adressé aux membres de l'UNIR laisse poindre une certaine modération du ton...

De quelle modération de ton parlez-vous ? Dans mon message, je fais appel à la conscience des Congolais. Depuis septembre 1996, date du déclenchement de la guerre dite de «libération», le pays se trouve embourbé dans un «poto pototo» indescriptible. Même la communauté internationale paraît impuissante face à cette situation. Si par modération, vous sous-entendez que je cherche à rassembler les citoyens de mon pays, ma réponse est : oui. Mon parti a l'ambition de rassembler les Congolais autour d'un projet politique crédible. Quant aux moyens à utiliser pour sortir le Congo-Kinshasa de l'abîme, il me semble que la modération n'a plus sa place. Il n'y a que la victoire qui importe. La victoire du Congo. La victoire des Congolais. Peu importe les moyens...

Joseph Kabila a «fêté» le 6 décembre dernier le premier anniversaire de son «élection» en tant que président de la République. Quelle analyse faites-vous de ces douze premiers mois du quinquennat ?

L'«hôte du palais de la Nation» {Ndlr : entendez, Joseph Kabila} ne me surprend plus. Lorsqu'il fête cet anniversaire, il est en réalité entrain de célébrer la victoire de la «mission» qui lui a été confiée.

Par qui ?

Par ses «géniteurs».

Qui sont-ils ?

Je peux les citer. J'entends souvent certains compatriotes faire des réflexions du type : «L'hôte du palais de la Nation est un parfait incompetent. Il ne comprend rien à rien». C'est tout simplement affligeant. Ceux qui formulent ce genre de considérations ignorent que l'homme qu'ils vilipendent, lui, poursuit son petit bonhomme de chemin dans l'accomplissement de sa «mission spéciale». Qu'on ne se leurre pas : la stabilité du Congo ne fait guère partie des objectifs de cette mission. Aujourd'hui, il est patent que les Congolais sont déçus. Pourquoi ? Simplement parce qu'ils escomptaient l'avènement d'un chef d'Etat capable de les rassembler et surtout de mobiliser les énergies créatrices pour sortir le pays de l'ornière. Depuis que cet homme est à la tête du pays, l'armée nationale n'a jamais gagné une seule bataille. La preuve a été faite, une fois de plus, mi-décembre dernier, lors des affrontements de Mushaki, au Nord Kivu.

Dans son allocution prononcée ce 6 décembre, Kabila a déclaré que la situation était «calme» dans les 145 territoires du pays à l'exception de Masisi et de Rutshuru. Et pourtant, des individus armés, présentés comme étant des «éleveurs Mbororo» ont envahi, au propre comme au figuré, les districts du Bas et Haut-Uélé dans la Province Orientale. Qu'en pensez-vous ?

Tout ce que je peux vous dire c'est qu'il s'agit d'un peuple nomade. Il y a un réel problème lorsque des hommes armés commencent à insécuriser les autochtones. D'où viennent les armes dont ils sont porteurs ? Je ne cesserai de dire que l'objectif du pouvoir actuel n'est nullement de restaurer la stabilité au Congo. Bien au contraire. L'objectif poursuivi se limite à créer, un peu partout, des foyers de tension afin d'assurer la pérennité du système en place. Vous parlez de la situation dans la Province Orientale. Mais le 5 janvier dernier, il y a encore eu des morts dans la province du Bas-Congo. Les gouvernants restent muets à ce sujet. Une dizaine de manifestants a été abattue par les forces dites de sécurité. Il leur est reproché d'avoir exprimé pacifiquement leurs opinions. Et dire que la démocratie renvoie à l'idée même de manifestation d'opinions. L'idée de débat permanent. On cherche en vain une seule région où règne la paix et surtout une ambiance libérale au Congo . Aujourd'hui, il suffit d'observer dans la capitale pour réaliser que la population vit dans la peur. Sans doute que le «calme» évoqué à travers les 145 territoires est dû au fait qu'on trouve à chaque coin de rue des individus à la mine patibulaire chargés de terroriser la population. Peut-on franchement parler de tranquillité dans un pays où les habitants sont incapables de satisfaire un minimum de besoins essentiels ?

Dans votre message aux membres de l'UNIR, vous dites : « Il suffit d'un rien pour que tout reparte ». Que voulez-vous dire ?

Ce «rien» sous-entend toute une démarche. Il y a d'abord l'urgence de nous rassembler. Depuis une décennie le Congo est redevenu ce «grand malade» d'Afrique à cause des guerres. La cohésion nationale est fragilisée. Si nous prenons la résolution de nous rassembler, ce serait déjà un grand pas pour sauver le Congo. Après ce rassemblement, on doit prendre conscience du fait que le pays fait face à une situation de belligérance. Pour mettre fin à celle-ci, on peut recourir au dialogue. Force est cependant de constater que le règlement des différends politiques par la négociation n'a pas répondu aux aspirations de la population à la paix et la sécurité. Les exemples sont là : l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka conclu en juillet 1999 en

Zambie ; l'Accord de paix de Sun City signé en décembre 2002 en Afrique du Sud etc. Le dialogue étant inopérant, il faut changer de stratégie et des tactiques. Il faudrait utiliser d'autres moyens. Je n'ai pas froid aux yeux de déclarer, ici et maintenant, que le recours à la «violence légitime» - un droit dont dispose chaque Etat - me semble être l'ultime moyen pour mettre fin au chaos ambiant au Congo. A l'instar d'autres Etats souverains, le Congo dispose de ce que les juristes appellent la «compétence de sa compétence».

D'aucuns pourraient objecter que c'est de la théorie ou encore du bla-bla juridique...

Ce n'est nullement de la théorie. C'est la réalité. Le problème c'est que les gouvernants congolais ne font guère usage de cette prérogative. Je vous donne un exemple : la mutinerie de Bukavu menée par MM. Nkundabatware et Mutebusi en juin 2004. Il a suffi qu'un général, doté d'un cursus militaire, dirige les opérations pour mettre les deux mutins en déroute. Je parle bien entendu du général Félix Budja Mabe. Quelques mois après, cet officier supérieur a été muté à Kamina. Savez-vous pourquoi ? Simplement parce que la restauration de la stabilité du Congo ne figure pas dans les priorités de la personne qui se trouve au sommet de l'Etat. Vous vous souviendrez que le responsable de la Défense et la sécurité d'alors n'était autre que M. Azarias Ruberwa, président du RCD (Rassemblement congolais pour la démocratie). Pouvait-il prendre une si grave décision sans concertation préalable avec le «commandant suprême» des armées, autrement dit le chef de l'Etat ? Vous savez autant que moi que l'actuel «hôte du palais de la Nation» est issu de l'Armée patriotique rwandaise (APR). De même, le RCD est une organisation d'obédience rwandaise. Peut-on, dès lors, s'étonner que le groupe armé dirigé par Nkundabatware connaisse un essor ?

Quand on vous entend parler, on est tenté de dire que le mal dont souffre le Congo trouve sa cause profonde dans le comportement de l'homme politique congolais

La manifestation organisée par notre parti à Kinshasa a été l'occasion de constater que l'argent est devenu une «valeur suprême» dans notre pays. Le patriotisme n'existe plus. Des gens exigent des rétributions pour prendre part à une manifestation où il est évoqué l'avenir de la Nation. L'amour du Congo est devenu évanescent. J'ai suivi avec intérêt les pertinentes interventions faites à la conférence de Goma respectivement par le président de l'Assemblée nationale, le gouverneur de la Province Orientale et celui du Maniema. Nous devons néanmoins maintenir la garde haute. En effet, l'ennemi est sournois comme un virus. Quand il sent que les Congolais résistent, il utilise d'autres moyens. Ne dit-on pas que les Congolais ne résistent pas devant les espèces sonnantes et trébuchantes ?

Quelle est, selon vous, la cause profonde de l'instabilité qui prévaut dans les provinces du Kivu ?

Je l'ai dit et je dois le redire. Nous devons amener nos compatriotes appartenant à la communauté tutsie à faire un choix clair : on est Congolais ou ne l'est pas ! Si on est Congolais, on a le devoir de respecter l'ordre social et les lois de la République. Ainsi, la vie collective pourrait se dérouler dans l'harmonie comme dans tous les Etats. Je regrette de constater que les leaders de cette communauté - qu'on appelait

à l'époque les «Banyamulenge» avant de tomber le masque pour revenir à la dénomination Tutsi - sont loin de jouer le jeu de la légalité. Le jeu de la loyauté. Toute la cause du problème se trouve là ! Et pourtant, le RCD a participé à toutes les négociations ayant précédé l'organisation des élections en 2006. Par ailleurs, chacun de nous a pu prendre connaissance des documents qui datent de 1959 ...C'est en connaissance de cause que j'attire l'attention de mes compatriotes sur le risque de voir le Kivu connaître le même sort que le Kosovo. Au lieu de prôner l'unité nationale, M. Ruberwa se présente en chef d'une communauté tribale en prétextant que ce groupe social est victime d'un traitement discriminatoire. Comment a-t-il pu accéder aux fonctions de vice-président de la République ? Je défie quiconque de démontrer que les Tutsi sont opprimés au Congo. Une petite observation permet de constater le contraire. Les Tutsi exercent le pouvoir dans les deux provinces du Kivu. Il n'y a pas que le pouvoir politique. Il y a aussi le pouvoir économique. L'influence.

Certains acteurs politiques soutiennent qu'il n'existe pas de conflits inter communautaires au Kivu. C'est le cas notamment de Laurent Nkunda

Peut-il expliquer les raisons qui l'ont poussé à prendre les armes ?

Selon lui, ce sont les pouvoirs publics qui insécurisent les membres de la communauté tutsie. Il en est de même des rebelles hutus des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR). Qu'en dites-vous ?

Ceux qui parlent des FDLR ne visent qu'un seul but : endormir les Congolais. Le sigle «FDLR» est devenu une coquille vide. En vérité, les FDLR n'existent plus.

Vous le pensez sérieusement ?

Depuis l'attaque des camps de réfugiés hutus par l'APR en septembre 1996, ceux qu'on appelle les «génocidaires» ont quitté la région des Grands Lacs. Aujourd'hui d'importantes communautés hutus sont établies dans d'autres pays d'Afrique centrale. Sur le terrain, ce qu'on nomme «FDLR» constitue en réalité un épouvantail entretenu par Kigali. Ceux qui allèguent que les FDLR regroupent des rebelles hutus et des Interahamwe racontent des bêtises.

Et pourtant, les FDLR ont un président. Il s'agit du Hutu rwandais Ignace Murwanashyaka

Croyez-vous à la sincérité de ce Monsieur ?

C'est un fait connu de l'opinion internationale

Où vit ce Monsieur ? Il vit en Europe. J'aurai voulu qu'on interroge les Hutu ayant trouvé l'asile dans certains pays d'Afrique centrale. Il faut poser la question aux membres des ex-Forces armées rwandaises ainsi qu'aux Interahamwe sur l'existence des FDLR. Le sigle FDLR est devenu une «couverture» pour camoufler des sales besognes.

Qui utilise cette couverture ?

Le régime de Kigali, naturellement. Le gouvernement de Kinshasa l'a fait aussi un certain temps. Derrière l'étiquette «FDLR», on peut aussi bien trouver des délinquants tutsis encadrés par des militaires tutsis rwandais que quelques voyous congolais. Comment peut-on expliquer que l'armée rwandaise - la puissante armée rwandaise - laquelle pénètre sur le territoire congolais quand bon lui semble puisse se révéler comme par enchantement incapable d'extirper des forêts du Kivu quelques milliers d'individus armés menaçant la sécurité du Rwanda ? Et ce depuis bientôt onze ans. Qui fournit les armes à ces combattants quand on sait que les provinces du Kivu sont frontalières avec le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda, trois pays qui sont en belligérance avec le Congo ? Les armes ne pourraient provenir que de ces trois Etats. A moins que ce soit le gouvernement de Kinshasa qui en est le fournisseur. Voilà pourquoi je persiste et signe : les FDLR n'existent pas.

Selon vous, dans quel but les autorités de Kinshasa useraient du label "FDLR"

La réponse est simple : la persistance d'un climat de tension permet à certains pouvoirs de perdurer. Comment pouvez-vous m'expliquer que 20 000 soldats gouvernementaux, équipés d'un armement lourd, soient mis en débandade par 4 000 combattants de la milice de Nkunda? Aujourd'hui, cet armement lourd a été récupéré par les insurgés. C'est un «cadeau de Noël» qu'on a livré aux forces rebelles. Ce qui me choque le plus c'est de voir tous ces «Basendji» qui dirigent le Congo s'affubler du grade de général à deux étoiles. Dans quelles académies militaires ont-ils été formés ? Quel est le cursus militaire de Nkundabatware ?

Qui sont, à votre avis, les parties en conflit au Kivu ?

C'est simple : le gouvernement de Kinshasa et le régime de Kigali.

Si je vous comprends bien la contestation oppose Joseph Kabila à Paul Kagame ?

Kagame et Kabila sont nullement en conflit. En réalité, ces «gens» créent des différends artificiels pour distraire les Congolais. Cette situation est la résultante de l'aveuglement de nos concitoyens. Osons accorder la confiance aux personnalités réunies à Goma. Je me pose une question : quel est le groupe armé respectif des communautés Nande et Bashi ? Comment peut-on expliquer que les Tutsi soient l'unique groupe social à disposer d'une milice armée ? On ne peut pas nier l'existence des conflits fonciers entre les membres des communautés ethniques du Kivu. Cependant, la crise qui est au centre de la conférence de paix à Goma est un problème éminemment politique. Monsieur Nkundabatware passe pour le défenseur des Tutsi. Il en est de même de M. Ruberwa du RCD. J'aurais aimé entendre ces deux hommes condamner le massacre des adeptes du mouvement politico-religieux Bundu dia Kongo, début janvier 2007 dans la province du Bas-Congo. Bilan établi par la Mission de l'ONU au Congo : 134 morts. Je n'ai rien entendu. Je ne peux en aucun cas accepter le diktat qu'une communauté ethnique tente d'imposer aux autres. Je peux vous garantir que si les positions défendues par des leaders politiques congolais triomphaient à Goma, nous allons assister à une nouvelle guerre. Il n'est pas exclu que des hommes de Nkunda perpètrent des massacres des «Banyamulenge» pour justifier le bien-fondé de leur quête d'autonomie territoriale au

Nord-Kivu.

Comment interprétez-vous le refus de Kabila d'inviter le général dissident Nkunda à la conférence de Goma ?

Il s'agit d'une simple déclaration publique pour faire bonne figure devant les Congolais ! Mais qui ne vous dit pas que ces messieurs se sont vus en privé ? En réalité, ce refus n'est qu'un subterfuge dont l'objectif est de détourner l'attention des Congolais. Un subterfuge qui témoigne du double jeu entretenu par l'hôte du palais de la Nation. Je m'explique. Si l'objectif de la conférence de Goma qu'il a lui-même initiée était vraiment de pacifier le Kivu et de réconcilier les protagonistes au conflit, pourquoi alors refuser de rencontrer Nkunda qui en est l'un des principaux acteurs ? Comparaison n'est pas raison. Peut-on imaginer un instant que le Premier ministre israélien Ehud Olmert convoque une conférence de paix au Proche Orient tout en renaclant de rencontrer le dirigeant palestinien, Mahmoud Abbas ? Vu la nature de son mandat, l'hôte du palais de la nation a le devoir de réconcilier les congolais et de restaurer la stabilité politique et la sécurité du pays. Mais il ne le fait pas.

Selon vous donc, Kabila devait convier Nkunda à Goma?

Bien entendu. En refusant de rencontrer M. Nkunda, l'actuel hôte du palais de la Nation garde les données du conflit intactes car il laisse à ce dernier un excellent alibi pour poursuivre son entreprise de déstabilisation et de destruction. Remémorons-nous un peu d'histoire. Lorsque l'AFDL arrive au pouvoir le 17 mai 1997, il n'était que la conséquence de l'instabilité générée par 32 années de mauvaise gestion de la Deuxième République. L'actuel hôte du palais de la Nation, qui est issu de l'AFDL, était donc aussi une conséquence de l'instabilité. C'est pourquoi, il avait donc bénéficié du soutien inconditionnel de la communauté internationale qui avait soutenu que les élections seraient la solution pour mettre fin au désordre. Aujourd'hui l'actuel hôte du palais de la nation est la cause principale de l'instabilité et du désordre. A preuve, depuis son accession à la tête de l'Etat, il y a sept ans, il n'a réussi ni à pacifier le pays encore moins à jeter les bases de la reconstruction. Et pourtant, les moyens n'ont pas fait défaut. Voilà pourquoi je persiste à croire que la pacification et la reconstruction du Congo sont aux antipodes des priorités de l'homme qui occupe le sommet de l'Etat. Comme je l'ai dit, sa mission est en réalité de perpétuer la terreur et l'instabilité. C'est à la lumière de cette réalité qu'il faut comprendre son refus de rencontrer Nkunda.

Selon des rapports établis notamment par des experts onusiens, le «business» se poursuit dans les deux Kivu comme si de rien n'était. Des aéronefs privés continus à relier des localités minières du Congo avec les aéroports de Bujumbura, d'Entebbe et de Kigali ...

Voilà pourquoi, en dépit de mes 48 années d'âge, j'ai toujours éprouvé du respect à l'égard du président Mobutu. Peu importe ce que les uns et les autres peuvent dire à son sujet. Certains le vilipendent aujourd'hui en clamant que «son bilan est négatif». Ce que notre pays vit aujourd'hui n'est pas nouveau. Pendant les troubles des années 60, certains milieux continuaient à faire des affaires dans les régions troublées. La seule différence c'est que à cette époque les milieux affairistes et maffieux ne bénéficiaient pas de la complicité des hommes politiques congolais. Aujourd'hui, le pillage des ressources naturelles du Congo se fait avec la connivence

des filles et fils du pays. Aujourd'hui, l'exercice du pouvoir d'Etat a cessé d'être un service pour devenir le chemin le plus court pour se frayer une place à la «mangeoire nationale». Les salaires n'apportant pas le minimum vital, tout le monde s'improvise trafiquant de minerais bruts. Par notre incivisme, le Congo est devenu une «terra nullius». Une terre sans maître. Je lance un défi à l'hôte du palais de la Nation de me prouver qu'il est maître de la situation.

Certains observateurs s'étonnent de voir qu'après avoir utilisé le «bâton» face à Jean-Pierre Bemba, Joseph recourt à la «carotte» en ce qui concerne Nkunda

Dans un précédent entretien, je vous ai dit que M. Bemba rentrera au Congo. Le Mouvement de libération du Congo n'est pas ma tasse de thé. C'est un parti politique reconnu dans notre pays. M. Bemba a évolué dans la rébellion comme certains autres acteurs politiques. Mais dès que le gouvernement de transition a été formé, il n'a plus utilisé les armes contre les institutions établies. Le rapport de l'ONU établi à l'issue de l'enquête réalisée après les affrontements des 22 et 23 mars 2007 met en exergue la responsabilité de l'hôte du palais de la Nation dans le déclenchement de ces affrontements. Bemba a été attaqué. Que devait-il faire sinon se défendre ? Je suis étonné du silence du Sénat sur ce dossier. Il est temps qu'on dise à l'opinion les faits reprochés au leader du MLC. Y a-t-il commune mesure entre les griefs retenus à l'encontre de Bemba et les atrocités imputables à Nkundabatware ? Qu'est devenu le mandat d'arrêt émis à charge de celui-ci ? Pourquoi deux poids, deux mesures ? Devrait-on comprendre qu'il faut prendre les armes pour être respecté au Congo ?

Quel est l'état de vos relations avec l'opposition congolaise en général et avec Jean-Pierre Bemba en particulier ?

Je n'ai pas de rapports personnels avec Jean-Pierre Bemba.

Des contacts téléphoniques ?

Non ! Par contre, j'ai essayé d'aider les hommes qui faisaient partie de sa force militaire.

En faisant quoi précisément ?

Il n'entre nullement dans mes intentions de créer un conflit. Je peux vous dire qu'après les affrontements de Kinshasa, les hommes de Bemba se sont retrouvés dans une précarité innommable. Nombreux sont allés solliciter refuge dans un pays limitrophe. Certains d'entre eux n'ont pas survécu. Le drame humain était tel que les familles et amis manquaient des ressources financières pour organiser des obsèques dignes de ce nom. Par patriotisme, j'ai dû intervenir non seulement pour les frais funéraires mais aussi pour procurer des logements décentes à certains. Je détiens des preuves.

Voulez-vous insinuer que «Jean-Pierre» à abandonner ses hommes à leur triste sort ?

Je n'insinue rien. Je ne cherche aucune querelle. Lorsqu'on écoute ces combattants, c'est en tous cas l'impression qu'ils donnent dans leurs propos. Pour eux, le MLC les a laissé tomber.

Que comptez-vous faire avec les anciens combattants de Bemba ?

Je voudrais d'abord leur redonner confiance et un minimum de dignité humaine. Tout n'est pas perdu. Le seul message que j'adresse à toute la nation congolaise est que la réconciliation que je prône vise à concilier les contraires. Cette réconciliation ne se limite pas au rassemblement. Il y a aussi une part de compassion en direction de ceux qui souffrent. L'entraide et la solidarité en font partie. Il faudra in fine aider ces filles et fils du pays à se réinsérer dans le marché du travail. Pour ce faire, il faudra commencer par rétablir un minimum d'ordre. Un minimum d'Etat. Il faut refonder la République pour que les Congolais arrêtent de courber l'échine.

Qui est derrière Frédéric Boyenga ?

Il n'y a aucun groupe d'intérêt derrière moi. En revanche, il y a des milieux qui apprécient la constance de nos convictions ainsi que notre probité. Chaque chose en son temps. J'ai le sentiment que nous nous approchons du temps...

Propos recueillis par B. Amba Wetshi